Les usages de la sociologie des politiques sociales

Dijon - 2 et 3 octobre 2014

« Je vieillis, tu vieillis, nous vieillissons... » : Retour sur une méthodologie d'intervention

Dominique Argoud, Université Paris-Est Créteil

Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche sur les Transformations des pratiques Educatives
et des pratiques Sociales (LIRTES, EA 7313)

En tant que sociologue travaillant sur les problématiques du vieillissement, nous sommes souvent sollicités par des acteurs divers (notamment les collectivités territoriales) pour les aider à mieux appréhender les évolutions en cours et leur faire des propositions d'actions. Par conséquent, il s'agit moins de sollicitations pour effectuer une « recherche » – même si ce terme valorisé est parfois retenu pour accroître la légitimité de l'action entreprise – qu'une recherche-action, une étude, un diagnostic, une expertise, etc. Cette diversification des formes d'intervention prenant appui sur les méthodes sociologiques est incontestablement liée à une multitude de facteurs : une complexification de l'environnement des organisations qui incite ces dernières à solliciter une aide à la décision externe, une multiplication d'organismes non issus du monde de la recherche académique qui proposent une offre d'expertise, une élévation du niveau de qualification des cadres dans les collectivités territoriales et les institutions sociales qui permet le développement d'une appétence pour recourir aux sciences humaines et sociales que ce soit en internalisant ou en externalisant cette fonction. Dans tous les cas, il en résulte une « utilisation » tous azimuts de la sociologie dans une perspective d'aide à l'action ou à la décision par des acteurs dépassant très largement le seul univers de la « recherche officielle » et par des commanditaires ne se limitant plus aux grands organismes publics comme par le passé.

Dans cette contribution, nous souhaiterions revenir sur notre propre expérience en la matière qui nous a conduit à élaborer une méthodologie d'intervention dans le champ du vieillissement en réponse à la sollicitation d'un CLIC (Centre Local d'Information et de Coordination) dépendant d'un conseil général. Il nous semble que cette expérience, dont on verra qu'elle est liée à un contexte particulier, est riche d'enseignements quant aux enjeux épistémologiques, mais également pratiques, d'une telle posture.

1- Le succès ambigu de la co-construction des savoirs

1.1- Une injonction à la participation et à la co-construction

L'évolution mentionnée en introduction est liée à une volonté plus générale de rapprocher la recherche du terrain dans le sens où l'expertise « venue d'en haut » est de plus en plus délégitimée dans un contexte de « déclin des institutions » (Dubet, 2002). Les sociétés modernes favorisent l'émergence d'une pluralité d'acteurs soucieux de faire entendre leur point de vue éventuellement discordant. Cette fragmentation de plus en plus évidente des intérêts au sein de chaque univers

social conduit à une méfiance vis-à-vis de méthodes d'intervention trop surplombantes. Certes, la sociologie, dans la grande majorité des travaux, est toujours proche du terrain dans la mesure où ce dernier est un passage obligé de la démarche scientifique. Mais l'évolution des demandes institutionnelles traduit aujourd'hui un autre phénomène : une exigence de co-construction du savoir mêlant les différentes parties prenantes que sont généralement les scientifiques (ou experts) et l'ensemble des acteurs dont les profanes (ou usagers). Ce phénomène s'inscrit dans une certaine forme de critique de l'expertise (Callon, Lascoumes, Barthe, 2001) et dans une survalorisation de la logique participative (Carrel, 2013) censée diminuer l'écart entre ceux qui savent (ou qui décident) et les autres. C'est d'ailleurs ce qui expliquerait la multiplication actuelle des « forums » parfois qualifiés d'hybrides.

Il est désormais rare que les méthodologies élaborées pour effectuer des recherches ou études « de plein air » (Callon, Lascoumes, Barthe, 2001) ne reposent pas sur une logique participative au nom de la nécessaire co-construction du savoir et, sans doute également, d'une meilleure acceptation sociale des futures décisions à venir. Groupes de travail et comités de pilotage sont ainsi devenus des formes incontournables de l'intervention sociologique accompagnant le processus de recherche et rassemblant des acteurs divers. Cette orientation autorise une plus grande proximité entre réflexion et action ; d'où le renouveau actuel de méthodes de « recherche-action » ou de « recherche-action collaborative »¹. Elle s'inscrit dans le prolongement de la théorie de la réflexivité, considérant que la connaissance acquise dans un environnement social donné peut être un facteur de changement.

Le secteur social, dont fait partie la problématique du vieillissement, est particulièrement concerné par ces évolutions. En effet, il est de plus en plus fait appel dans ce secteur à deux principes dans les démarches visant à faire progresser les connaissances scientifiques en lien avec les communautés professionnelles et la société civile :

- D'une part, la nécessité de reconnaître à part entière la « parole » des usagers. Alors que cette dernière a été très majoritairement appréhendée en extériorité, des approches plus compréhensives se font jour depuis quelques années. Cette tendance est confortée par une incitation à la « participation » et l'« empowerment » des populations traditionnellement prises en charge par les professionnels dans tous les champs relevant sur du secteur social pris au sens large du terme.
- Et d'autre part, la nécessité d'associer plus largement à la réflexion aussi bien des experts que des profanes, des universitaires que des professionnels et des usagers afin de réinterroger la séparation traditionnelle entre formation, connaissance, et action. A l'instar de ce qui se passe dans d'autres pays, notamment au Québec, l'idée d'établir des passerelles entre des mondes séparés dans leurs enjeux, leurs pratiques, leurs vocabulaires est aujourd'hui plutôt valorisée.

¹ Cf. le colloque international organisé par le PREFAS Bourgogne les 27-29 mai 2013 sur « Les recherches-actions collaboratives : une révolution silencieuse de la connaissance ». Les recherches-actions, selon l'appel à communications, « se développent souvent par rapport à des questions renouvelées ou émergentes qui posent problèmes aux acteurs ou par rapport à des évolutions contextuelles ou de nouvelles manières de travailler. »

1.2- Un engouement aux effets limités

Néanmoins, force est de constater que cet engouement, dont témoigne la tenue d'un colloque sur ce thème en mai 2013 à Dijon, reste très périphérique à la recherche académique. Au même titre que les travaux de recherche issus de la formation continue, ceux relevant peu ou prou de la recherche-action collaborative sont moins valorisés que les recherches plus académiques commanditées par les organismes de recherche traditionnels. Par exemple, ces travaux trouveront peu d'espaces pour être publiés hors des revues professionnelles. Même au sein de l'université, ce type de recherche a tendance à être relégué hors des circuits habituels de la recherche. A titre d'illustration, celle dont il sera question dans la deuxième partie n'a pas été effectuée au moyen d'une convention de recherche émanant du laboratoire d'appartenance, mais d'une convention d'éducation permanente signée avec le service *ad hoc* de l'université. Ainsi, elle semble plutôt relever d'un « bricolage expérimental » situé « en dehors des sentiers méthodologiques et paradigmatiques existants » comme il a pu être constaté à propos des Rencontres Université Société organisées à l'université Lyon 2 en février 2014.²

Une autre ambiguïté réside, sur le fond, dans la notion de « co-construction » du savoir. Certes, le « bricolage » en ce domaine ouvre un espace de créativité pour envisager diverses modalités de coopération avec les différents acteurs, permettant ainsi de coller au plus près aux réalités de terrain. Mais en fait, peu de démarches sont à la hauteur des ambitions. De ce que nous avons pu observer³, la norme reste la recherche sociologique classique en réponse à une commande émanant d'un acteur de la société civile. La seule nuance est que le travail de recherche est infléchi par rapport à une démarche type qui serait menée de bout en bout par une équipe de chercheurs de manière totalement indépendante du commanditaire et des acteurs concernés. En l'occurrence, le processus est étayé par de nombreuses réunions de présentation, validation, restitution, permettant une confrontation quasi-permanente des chercheurs au milieu investigué.

Mais trois critiques peuvent être émises. En premier lieu, il s'agit moins d'une co-construction du savoir que d'une restitution / validation lors des différentes étapes du processus de recherche. En ce sens, contrairement à une objection répandue, la perte d'objectivité ou de rigueur scientifique ne nous semble pas l'écueil le plus important. En second lieu, la tentative pour co-construire un savoir ne concerne pas de manière indifférenciée l'ensemble des acteurs. Le commanditaire – et au sein de celui-ci les cadres, particulièrement ceux formés aux sciences sociales – est beaucoup plus impliqué dans le processus que les autres acteurs partenaires, créant ainsi un élargissement très relatif du cercle de ceux qui réfléchissent ensemble à l'objet défini. Enfin, la mobilisation des autres acteurs (que le ou les seuls commanditaires) l'est moins dans une optique de co-construction que dans un rôle de relais pour effectuer un travail d'enquête auprès des populations visées⁴. Et souvent, la population cible – ici, les personnes âgées – est rarement impliquée dans la démarche en tant qu'acteur, si ce n'est parfois à travers une instance représentative associée au groupe de travail ou de pilotage.

² Cf. Dortier J.-F., 2014, « L'université Lyon 2 s'ouvre à la société », *Sciences humaines*, n°259, mai, p.30-33.

³ En particulier, lors des Ateliers de dialogue Recherche-Action-Expertise organisés en 2013 par la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Toulouse (Membrado et al., 2013).

⁴ Typiquement, en gérontologie, il s'agit de démarches impliquant et formant des personnels soignants ou d'aide à domicile pour qu'ils réalisent eux-mêmes une enquête auprès de personnes âgées dépendantes.

2- L'exemple d'une démarche de formation-action menée dans le Diois

C'est donc pour éviter ces faiblesses que nous avons expérimenté une démarche alternative à l'occasion d'une commande émanant d'un Centre Local d'Information et de Coordination situé sur un territoire rural au sud du Vercors dans le département de la Drôme. Le territoire du CLIC du Diois s'étend sur deux communautés de communes, celle du Pays Diois et celle du Pays de Saillans. La première d'entre elles est composée de 52 petites communes peuplées de 10 860 habitants répartis inégalement sur le territoire du fait de sa réalité géographique. La seconde est composée de 11 communes, en aval du Pays Diois, peuplées de 2 130 habitants sur 150 km². Comme beaucoup de pays ruraux, le Diois et le Pays de Saillans sont passés d'un solde démographique négatif à un solde positif du fait d'un afflux de nouveaux habitants néo-ruraux, tout en restant marqué par un vieillissement démographique plus important sur le reste du département.

2.1- Une formation-action ouverte sur le territoire

L'objectif de la recherche – que nous avons nous-mêmes qualifiée de « formation-action »⁵ – qui s'est déroulée sur deux ans (2009-2010) était de réfléchir avec les acteurs du territoire sur la réalité et les enjeux du vieillissement et d'entreprendre d'une démarche prospective de façon à pouvoir faire des propositions susceptibles de guider l'action du conseil général. Dans cette perspective, a été constitué un groupe de travail, ouvert à la population locale, réunissant des gens désireux de s'engager dans une réflexion-action portant sur les enjeux du vieillissement à l'échelle du territoire du Diois. Ainsi, entre vingt et trente participants se sont réunis une journée tous les deux mois environ (durant les deux années de la démarche) pour réfléchir, apprendre et agir collectivement. Concrètement, participaient régulièrement, outre la coordinatrice du CLIC et moi-même, des personnes habitant le territoire de tous âges et de tous statuts : certains occupaient des fonctions électives dans les communes (maire ou conseiller municipal), d'autres venaient en tant que professionnels (assistante sociale, infirmière, directeur de maison de retraite...), d'autres enfin en tant que simple habitant engagé ou non dans la vie associative locale.

Sans entrer dans le détail de la démarche, il est possible de la résumer en disant qu'elle a consisté à transformer le groupe de travail – à la composition très hétéroclite mais mu par la volonté de comprendre et/ou d'agir dans le domaine du vieillissement au niveau local – en un collectif d'apprentis chercheurs non seulement pour « enquêter » et investiguer le champ du vieillissement, mais également pour en analyser les enjeux et définir des orientations en cohérence avec le diagnostic réalisé. L'objectif principal reste celui de la co-construction de la réflexion, cantonnant le sociologue dans un rôle d'aide à la structuration de cette réflexion, notamment par le biais d'apports théoriques, et de coordination de la démarche dans un souci de préserver une relative cohérence

⁵ Nous avons délibérément choisi le terme de « formation-action », d'une part, pour prendre nos distances vis-à-vis des différents courants de la recherche-action, et d'autre part, pour ne pas créer un fossé avec les membres du groupe de travail qui sont présents au titre de la dimension collective et formative de l'expérience, plus que de la dimension « recherche » dont ils peuvent avoir une représentation biaisée susceptible de jouer un effet repoussoir.

méthodologique. De fait, une telle relation au « terrain », marquée par une volonté d'appropriation collective de la réflexion, est fortement inspirée des méthodes issues de l'éducation populaire, ainsi qu'ultérieurement du développement social local, qui n'ont que rarement été mises en œuvre dans le champ gérontologique.⁶

2.2- Une approche biographique et endogène du vieillissement

Concrètement, dans le cas présent, la méthode d'enquête choisie a privilégié l'approche biographique, c'est un véritable travail d'écoute attentive et active dans lequel les participants se sont engagés. Les questions ouvertes laissant à la personne entendue l'espace et le temps de son expression ont situé celle-ci au centre du projet, non plus comme objet d'observation, mais comme sujet, acteur et partenaire de la recherche. Cette expérience a tout d'abord entraîné l'éclatement des limites qui nous enferment dans un fonctionnement prévisible, pour mieux cerner la réalité généralement partagée, permettant ainsi de passer au-delà du cloisonnement tant des classes socio-professionnelles que des classes d'âge. De même, l'individu n'est plus compartimenté et considéré en fonction de l'étape de la vie dans laquelle il se trouve, mais dans son identité d'être unique poursuivant une trajectoire qui lui a permis de vivre un ensemble d'expériences dont est issue sa personnalité actuelle.

Mais de notre point de vue, l'originalité de la démarche ne consistait pas seulement à faire entreprendre une démarche d'enquête de nature qualitative et compréhensive par des profanes, au nom d'une meilleure appropriation des résultats. Le véritable objectif était d'éviter l'écueil dénoncé précédemment consistant à réaliser une enquête *sur* un groupe-cible, en l'occurrence les personnes âgées. A la fin des années quatre-vingt-dix, nous avons eu l'opportunité de mener une recherche commanditée par la Fondation de France sur « la parole des vieux » (Argoud, Puijalon, 1999). Il apparaissait alors que la connaissance et l'action publique en gérontologie étaient largement dominées par une approche en extériorité de la vieillesse. Autrement dit, les principales disciplines mobilisées pour appréhender l'objet social « vieillesse » – en premier lieu la médecine et la sociologie – recourent majoritairement à diverses grilles permettant de construire une analyse exogène du processus du vieillissement. Dans cette perspective, les enquêtes *sur* les personnes âgées aboutissent à adopter une posture illustrative vis-à-vis des paroles recueillies et, surtout, à construire en extériorité l'objet de recherche. Ce faisant, elles participent à construire une certaine représentation de la vieillesse en la mettant à distance du chercheur afin de mieux l'objectiver.

Or, comme l'a récemment formulé Marc Augé, « la vieillesse, c'est comme l'exotisme : les autres vus de loin par des ignorants. La vieillesse, ça n'existe pas. » (Augé, 2014, p.149). C'est pourquoi, pour éviter un tel *artefact*, notre posture épistémologique consiste à ne pas dissocier le sujet de l'objet de la recherche. Autrement dit, les personnes qui font la recherche-action, quel que soit leur âge, ne sont pas considérées comme extérieures à l'objet qu'est le vieillissement : elles sont potentiellement des personnes en train de vieillir. Non seulement une telle posture amène à remettre en cause les catégories habituellement utilisées pour désigner la vieillesse – en l'occurrence les catégories d'âge – mais en plus elle permet de rendre véritablement acteurs les participants à la recherche qui

⁶ Cf. en particulier les expériences relatées dans Argoud 1998, notamment celle initiée par le Syndicat intercommunal du Haut Jura.

travaillent ainsi non plus en extériorité « sur » le vieillissement mais en tant que personnes pleinement concernées par la problématique. Par conséquent, la rupture épistémologique ne s'effectue pas, comme y incite classiquement la sociologie, par une séparation nette entre le chercheur et son objet, mais par une remise en cause des représentations dominantes de penser la vieillesse en recréant une proximité entre le chercheur et son objet.

2.3- Il vieillit, nous vieillissons...

En se référant aux apports de la linguistique, qui montrent l'importance et le rôle des pronoms personnels selon les langues (Benveniste, 1946), il est possible d'affirmer que les démarches scientifiques habituelles ont tendance à recueillir des paroles à la première personne du singulier (« je vieillis) pour la transformer *in fine*, par un processus d'objectivation, en une non-personne mise à distance, à savoir la troisième personne du singulier ou du pluriel (« il vieillit » ou « ils vieillissent »). Dans la démarche proposée, il s'agit plutôt d'élargir la prise en compte du « je vieillis », dans une perspective de construction endogène du vieillissement, pour aboutir à la première personne du singulier : « nous vieillissons ». Il apparaît alors avec évidence que les vieux, ce ne sont pas les autres. Une telle prise de conscience accroît la capacité réflexive d'un groupe et les perspectives d'action de la part de personnes qui se mobilisent ainsi moins en tant qu'apprentis chercheurs qu'en tant que citoyens pleinement concernés – au même titre que d'autres – par la problématique en question.

Au final, il a résulté du groupe de formation-action la connaissance d'une réalité multiforme traduisant l'expression de la perception et de l'expérience du vieillissement. Contrairement à beaucoup de travaux, ce sont moins les aspects liés à la dépendance et aux besoins d'aide qui ont été mis en évidence que ceux en rapport avec le lien social et à tous les problèmes concernant la mobilité et l'accès à la vie sociale permettant de continuer son cheminement de vie dans les meilleures conditions. Pour diffuser ces résultats au-delà du seul groupe de travail, une exposition itinérante « portraits et paroles » a été présentée au cours d'un évènement annuel phare du Diois - le Forum - au cours de la semaine bleue 2010, puis ensuite sur l'ensemble du territoire dans les villages et dans les clubs pour faire l'objet de rencontres /débats sur le regard et la place des plus âgés. Tout au cours de l'année 2010-2011, un petit livre a été réalisé sur la base de cette exposition car demandé par toutes les personnes rencontrées au cours de ces débats. Ce petit livre a fait l'objet alors d'un travail de recueils complémentaires et les personnes se sont de nouveau investies (Béraud Williams, Chazelle, 2011). Présenté au cours du Forum 2011, il est très demandé localement et au-delà. Fruit du tissage de leurs expériences, il pose des jalons susceptibles d'orienter l'action publique et associative locale et départementale.

3- Une méthodologie d'intervention qui reste risquée et fragile

En guise de bilan, il est possible d'affirmer qu'une telle méthodologie d'intervention s'est avéré un succès dans la mesure où elle a permis d'éviter les trois principales lacunes que nous avons

identifiées au début de cette contribution à propos de la plupart des travaux de recherche-action.⁷ Plutôt que mettre à distance la figure exogène de la vieillesse, l'originalité de la formation-action menée dans le Diois a consisté à réhabiliter les formes plus subjectives de connaissance du vieillissement que sont le « je vieillis, tu vieillis, nous vieillissons... » et qui sont souvent évincés au nom d'une certaine conception épistémologique. Ce choix méthodologique a clairement une conséquence : contrairement au piège auquel succombent bien des démarches, il ne s'agit pas pour les acteurs locaux d'avoir l'ambition de résoudre le problème des personnes âgées. Il est en effet bien connu en gérontologie que « les vieux, ce sont les autres ». Et une telle posture amène insidieusement à vouloir faire le bien des autres... et *in fine* à développer une expertise *sur* la vieillesse. Dans le cadre de notre méthodologie de travail, nous sommes partis du principe que chaque acteur est potentiellement vieillissant. Par conséquent, chacun s'est investi dans une réflexion locale concernant son propre vieillissement. Une telle approche endogène du vieillissement présente l'avantage de ne pas dissocier l'objet et le sujet : chaque participant, quel que soit son âge et son statut, est à la fois objet et sujet de l'action.

Un tel parti pris démultiplie les chances que se crée une dynamique au niveau local, dépassant le seul cercle de ceux qui ont participé à la formation-action. L'enjeu est celui de la constante articulation entre le travail individuel d'accueil et d'écoute et la construction de projets collectifs ; l'un se nourrissant de l'autre dans un jeu d'échanges et de réciprocité, dans une logique de don et de contre don basée sur la confiance. En effet, les participants au groupe de travail ne sont pas extérieurs au territoire faisant l'objet de la démarche de formation-action : ils ne délaissent pas leur identité pour endosser un rôle de « chercheur ». Ils viennent en tant qu'élus, professionnels, citoyens..., identité souvent plurielle qui leur permet de prolonger leur réflexion et leur action en lien avec le territoire sur lequel ils vivent.

Pourtant, cette fructueuse articulation entre un important travail de réflexivité et de subjectivité des acteurs n'est pas sans faiblesses et sans risques. Nous nous en sommes d'autant plus rendu compte que cette même démarche n'a pas rencontré le même succès dans le cadre d'une commande de même nature que nous avons réalisée à l'initiative d'une communauté d'agglomération. En premier lieu, une telle démarche suppose préalablement un commanditaire politique ou institutionnel qui accepte non seulement de s'engager sur une temporalité relativement longue (deux ou trois ans), mais également de laisser « carte blanche » quant à ce qui se déroulera réellement durant cette période. Contrairement à une méthodologie de recherche classique, qui nécessite des hypothèses et des méthodes d'investigation prédéfinies, souvent considérées comme un gage scientifique, ici le commanditaire est amené à valider – et à financer – une démarche à propos de laquelle il n'a que très peu de visibilité quant à son déroulé et ses objectifs opérationnels. En effet, la force d'une telle méthodologie est basée sur l'acceptation des aléas liés à une recherche prenant appui sur la capacité réflexive d'un groupe qui trouve ainsi matière à s'impliquer personnellement et à s'approprier la démarche. Elle permet une meilleure prise en compte de la complexité et de l'incertitude qui constituent toute problématique concernant des êtres vivants (Morin, 1990).

Ceci n'est pas déstabilisant que pour l'éventuel commanditaire, mais également pour le groupe lui-même : le fait de ne pas savoir où va précisément la recherche peut susciter de forts élans

⁷ A savoir : une participation périphérique des profanes au processus de recherche, une co-construction plutôt limitée aux cadres institutionnels et au commanditaire, et une instrumentalisation des acteurs « de terrain ».

d'enthousiasme et de créativité, mais aussi de découragement devant l'impatience de déboucher sur quelque chose de concret et de visible. L'inscription de l'action sur du temps long nécessite un travail important de maillage, de gestion des tensions et d'articulation entre l'individuel et le collectif pour permettre le maintien d'une dynamique partagée sur le territoire. Celui-ci ne peut pas être effectué par le chercheur, qui est trop extérieur au territoire et à son quotidien, mais par un ou plusieurs relais locaux qui sont en position d'être à l'interface des différents types d'acteurs à l'instar d'un « marginal sécant ».⁸

L'autre faiblesse de la démarche se situe moins *ex ante* qu'*ex post* : au-delà du territoire d'expérimentation, comment ce travail s'articule-t-il et est-il réapproprié par les autorités en charge de définir les politiques publiques ? Dans le cas présent, la convention prévoyait que la « formation-action » sur le vieillissement devait permettre au conseil général de s'en réapproprier les résultats pour définir sa propre politique gérontologique. En réalité, la logique ascendante que suppose une telle conception de la recherche collaborative se heurte à la question de l'articulation entre les différents niveaux territoriaux. Chaque niveau a effet ses propres contraintes – surtout en période de restrictions budgétaires – qui peuvent les amener à cantonner une expérimentation à un niveau plus local. Ce point soulève l'importance – aujourd'hui bien connue par la sociologie des politiques publiques – des réseaux et des forums. Les politiques sociales locales s'étant rigidifiées sous l'effet des contraintes gestionnaires, les collectivités territoriales sont *a priori* peu portées à prendre des risques dans la manière d'appréhender les domaines relevant de leur champ de compétences. Par conséquent, seule l'inscription des initiateurs et des participants à la formation-action dans des réseaux et des forums est susceptible, par contagions successives, de faire évoluer le cadre cognitif de l'action publique dans le domaine considéré. Là réside une incertitude supplémentaire...

Conclusion

La démarche entreprise sur le territoire du Diois, si elle partage une vision socioconstructiviste du savoir, se veut plus large. Elle ne se limite pas à une coopération entre une communauté de recherche et une communauté de pratique. D'ailleurs, il est intéressant de noter que, contrairement à beaucoup d'initiatives collaboratives, elle n'a ni une finalité militante, au sens de permettre à des profanes d'accéder à une scène publique et de réflexions (souvent à l'initiative d'associations issues de la société civile), ni une finalité visant à produire un professionnel réflexif (souvent à l'initiative de groupes professionnels). Elle s'inscrit en réalité dans la mouvance de l'éducation populaire et des mouvements de développement local. Elle a en effet pour ambition d'agir à l'échelle d'un territoire dans sa globalité, ici en l'occurrence le territoire du Diois et du pays de Saillans. Par conséquent, elle a un objectif de transformation des représentations sociales et du cadre cognitif de l'action en mobilisant tous azimuts et sans exclusive aussi bien les élus, les professionnels, que les habitants du territoire. En effet, comme il est indiqué dans le chapitre « prospective » du rapport d'activités 2013 de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie⁹, la parole des personnes ne correspond pas toujours aux discours attendus. C'est pourquoi un travail est nécessaire pour – selon une formule

⁸ Dans le cas présent, ce fut le rôle joué par la coordinatrice du CLIC qui, par ses propres compétences professionnelles dans le développement local, a permis de maintenir une dynamique et une triangulation efficace entre élus, professionnels et habitants.

⁹ Chapitre prospectif : « Affirmer la citoyenneté de tous », Rapport d'activités 2013.

très juste – permettre que des oreilles soient capables d’entendre cette parole. C’est bien une des ambitions que porte cette méthodologie d’intervention que nous sommes en train de reproduire sur ce même territoire autour de la question des personnes en situation de handicap.

Argoud D., dir., 1998, *Territoires et vieillissement*, Les publications du Cleirppa.

Argoud D., Puijalon B. 1999. *La parole des vieux. Enjeu, analyse, pratique*, Dunod.

Argoud D., Chazelle M. 2011. « L’approche territoriale du vieillissement dans le CLIC du Diois : sur les chemins de la créativité », *Le sociographe*, n°35, mai, p.33-43.

Auger M., 2014. *Une ethnologie de soi. Le temps sans âge*. Seuil, La librairie du XXIe siècle.

Benveniste E., 1946. « Structures des relations de personnes dans les verbes », *Bulletin de la société de linguistique*, n°XLIII, p. 1-26.

Béraud Williams S., Chazelle M., 2011. *Bien vivre et bien vieillir. Paroles, histoires de vie, portraits*, Clic du Diois.

Callon M., Lascoumes P., Barthe Y., 2001. *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Le Seuil.

Carel M., 2013. *Faire participer les habitants. Citoyenneté et pouvoir d’agir dans les quartiers populaires*. ENS Editions.

Dubet F., 2002. *Le déclin des institutions*, Le Seuil.

Membrado M. et al. 2013. *Habiter et vieillir. Une société pour tous les âges ? Quelles articulations entre chercheurs, experts et acteurs sociaux ?* Cahier n°4, MSHS-T.

Morin E., 1990. *Introduction à la pensée complexe*, E.S.F.